

ÉCONOMIE

L'austérité, la seule voie pour s'en sortir ?

► RIGUEUR

Le nouveau plan de rigueur de 7 milliards d'euros annoncé lundi, par François Fillon, divise.

► ENJEU

L'enjeu : éviter « la faillite de l'État » lourdement endetté. Et conserver la « bonne note » de la France.

► POLITIQUE

Mais l'austérité est-elle la seule alternative ? Le plan est-il suffisant ? Le point de vue de trois économistes.

On ne peut pas laisser courir la dette de l'État, sauf à courir le risque de ne pas pouvoir la rembourser, rappelle très simplement l'économiste Gaël Giraud. Sauf à courir le risque de perdre ce fameux « AAA », la bonne note des agences de notation, gage de vertu et de solidité auprès des prêteurs et qui permet à la France d'emprunter à des taux d'intérêt relativement bas.

Reste la méthode : comme ses voisins européens fragilisés par leur dette, la France a choisi la politique de la rigueur. Trois enseignants-chercheurs de l'École d'économie de Paris, Gaël Giraud, Jean Imbs et Philippe Askenazy, nous livrent leurs points de vue. ■

DELPHINE D'HAENENS, ANNE-SOPHIE HACHE

1. L'austérité est-elle nécessaire ?

Gaël Giraud. « Ni nécessaire, ni suffisante. Aucun des plans d'austérité actuellement imposés aux pays fragiles (Grèce, Irlande, Espagne, Portugal, Italie, bientôt la France) ne permettra de stabiliser leur dette publique. Car la rigueur provoque la récession, qui fait augmenter mécaniquement (par les taux d'intérêt) la dette. Cette dette publique va donc continuer à augmenter jusqu'au jour où les pays n'auront d'autre choix que de faire défaut sur une partie de leur dette.

Vouloir "rassurer les marchés" en imposant la rigueur ne fera qu'empirer le niveau de la dette. »

Jean Imbs. « Je n'ai pas le moindre doute sur la nécessité d'un plan d'austérité : c'est montrer, dans l'urgence, une volonté politique de faire baisser la dette et d'avoir un déficit moins marqué. C'est convaincre les marchés et rassurer sur notre capacité à pouvoir rembourser demain. L'objectif est d'éviter d'en arriver à la situation italienne où les investisseurs susceptibles de racheter la dette s'inquiètent de la capacité du gouvernement à réagir. »

Philippe Askenazy. « Oui et non. D'un point de vue strictement économique, la réponse est non. Aux États-Unis, la politique d'Obama n'est pas une politique d'austérité : alors que les déficits publics sont massifs, en pleine crise, Obama décide une politique de santé au coût non négligeable. L'administration américaine choisit de se passer de l'austérité pour essayer de continuer à soutenir la croissance et ne pas retomber en récession. La différence avec l'Europe, c'est qu'aux États-Unis, la banque centrale américaine peut racheter autant qu'elle veut la dette américaine. En Europe, les traités ne permettent pas à la banque centrale (BCE) d'en faire autant avec la dette des pays européens qui sont donc à la merci des marchés financiers. L'Europe se retrouve à mener des politiques d'austérité pour satisfaire les marchés financiers. » ■



Manifestation d'Indignés, à Paris. Partout en Europe, les plans de rigueur suscitent l'inquiétude. Avec dénoncés, en toile de fond, les intérêts d'une finance toute puissante.

« Acheter une maison n'est pas une mauvaise idée. C'est acheter en dehors de ses moyens qui pose problème. C'est lorsque la dette est perçue comme insoutenable par les marchés que la situation est critique pour le pays. La politique d'austérité, c'est pouvoir se redonner une politique de dette sur le long terme, une trajectoire stable. Regarder seulement le niveau de la dette ne suffit pas, il faut surveiller son évolution. La Grèce en est là aujourd'hui parce que sa dette a été multipliée par deux en deux ans. » Jean Imbs, économiste

2. La rigueur risque-t-elle de compromettre notre croissance ?

Gaël Giraud. « Oui, mécaniquement. Dès lors que les taux d'intérêt sont supérieurs au taux de croissance du PIB, la dette augmente. Pour contrer ce phénomène, il faudrait pouvoir emprunter à des taux plus faibles, ce qui n'est pas possible tant que nous condamnons nos États à emprunter aux marchés financiers. Ou bien, il faudrait avoir de l'inflation. Ce qui ne peut pas se décréter sauf à autoriser la Banque centrale européenne à créer de la monnaie pour racheter une partie des dettes publiques des États fragiles. »

Jean Imbs. « Oui, quand on augmente les impôts, ça tend à ne pas stimuler l'économie. Mais le plan d'austérité est une mesure d'urgence qui doit avoir un effet à court terme. L'austérité est la condition nécessaire à de nouvelles dépenses publiques dans l'éducation, la santé... Car ce sont bien les dépenses publiques qui stimulent la croissance mais sur le long terme. »

Philippe Askenazy. « Malheureusement, l'austérité imposée à la Grèce, à l'Espagne ne font qu'enfoncer ces pays. Potentiellement, se dessine pour l'Europe une perspective à la Japonaise qui, au début des années 90, n'a pas connu la moindre croissance économique. En France, l'absence de croissance conduirait à un appauvrissement de la population qui, elle, augmente. Or, si on appauvrit les classes moyennes et les classes populaires, la consommation, l'un des principaux moteurs de notre économie, sera en panne. » ■

La TVA relevée de 5,5 % à 7 % sur tous les produits et services sauf produits de première nécessité, notamment l'alimentation.

Gel du barème de l'impôt sur le revenu en 2012 et 2013.

L'âge légal de départ en retraite à 62 ans est avancé à 2017 au lieu de 2018.

La progression des dépenses de l'assurance maladie ramenée à 2,5 % à partir de 2012, au lieu des 2,8 % prévus.

La revalorisation des prestations sociales, hors minima sociaux, gelée à 1 % pour 2012-2013.

Les niches fiscales rabotées à hauteur de 2,6 milliards d'ici 2016 (suppression dispositif Scellier fin 2012 ; prêt à taux zéro réservé au logement neuf).

Majoration de 5 % en 2012 et 2013 de l'impôt sur les sociétés dont le chiffre d'affaires dépasse 250 millions d'euros.

Côté budget de l'État, économie supplémentaire de 500 millions d'euros en 2012. Gel des salaires du Président et des ministres jusqu'au retour à l'équilibre.

« Chaque euro qui n'est pas dépensé par l'État représente plusieurs euros qui ne seront pas investis dans l'économie. En revanche, les hauts revenus n'utilisent pas la majorité de leurs revenus pour consommer ou investir en France mais pour les placer sur les marchés financiers ou les investir dans les pays émergents. Ponctionner une partie de ces revenus via l'impôt ne nuirait pas à la croissance et permettrait de réduire le déficit public. Un électro-choc fiscal sur les hauts revenus permettrait, sans doute, de stabiliser la dette française. »

Gaël Giraud, économiste

3. D'autres mesures étaient-elles possibles ?

Gaël Giraud. « Bien sûr : supprimer les cadeaux fiscaux accordés depuis dix ans pour revenir à la fiscalité française de 2000 ferait gagner à l'État entre 60 et 100 milliards d'euros par an. Mettre en place la taxe Tobin sur les transactions financières rapporterait à l'Europe entre 200 et 600 milliards par an, dont 40 à 80 milliards pour la France. Obliger les paradis fiscaux européens – la Suisse au premier chef – à restituer les capitaux qui y sont placés illégalement rapporterait plus de mille milliards à l'Europe. De quoi largement régler le problème des dettes publiques de tout le monde ! »

Jean Imbs. « Oui, je pense à une grande réforme fiscale. L'impôt sur le revenu est très injuste, il faut le revoir avec des tranches claires, homogènes, le simplifier. Mais comme c'est très compliqué à mettre en œuvre et qu'il s'agit aujourd'hui d'agir vite, d'être efficace, sans avoir de projet de loi à voter... »

Philippe Askenazy. « La réflexion avance en Europe sur une relance par une politique d'investissement, notamment dans tout ce qui tourne autour de la transition climatique, environnementale... Qui dit politique d'investissement, dit création d'emplois. Cette relance par l'investissement tarde à venir parce qu'elle bute sur la transition politique, il y a beaucoup d'échéances électorales à venir en Europe, mais la réflexion avance.

On parle aussi de taxer les transactions financières, manne fiscale qui pourrait être utilisée pour un plan de relance. On ne taxerait pas le consommateur mais la finance qui se nourrit très largement des États avec les charges des intérêts. La politique de relance pourrait aussi s'appuyer sur l'épargne des citoyens européens très importante. Des masses financières sont disponibles, on peut imaginer une politique de relance que mettrait en œuvre une nouvelle génération de dirigeants politiques européens. » ■

« Changer la réglementation européenne pour permettre à la Banque centrale européenne de faire comme la banque centrale américaine, racheter les dettes des pays, relâcher les contraintes. Mais modifier les traités est un processus très long et les lobbies financiers n'ont pas intérêt à ce que les traités soient modifiés. »

Philippe Askenazy, économiste

La rigueur, une mesure partagée... mais périlleuse !

En Grèce

Les mesures d'austérité là-bas s'appliquent tous azimuts : 30 000 suppressions de postes dans la fonction publique d'ici janvier ; baisse des salaires des fonctionnaires (25 % en moyenne), des pensions de retraite, augmentation de l'âge de départ et du temps de cotisation, de la TVA (de 21 à 23 %), coupes budgétaires dans les services publics, baisse des minima sociaux et allocations chômage, gel des conventions collectives dans le privé, pouvant entraîner des baisses de salaire. Une nouvelle cure d'austérité qui coûte sa place au Premier ministre Georges Papandréou.

En Espagne

Le plan d'austérité décidé en 2010 par Zapatero, le Premier ministre socialiste, visait 15 milliards d'économie sur deux ans, avec 13 000 postes de fonctionnaires supprimés, des baisses de salaires dans la fonction publique, la suppression des allocations chômage de longue durée et de l'allocation naissance, la baisse des allocations loge-

ment, le passage de l'âge de la retraite à 67 ans. Un autre plan a suivi visant 50 milliards d'économies. Résultat : la croissance a plongé, le chômage touche 23 % de la population active et les Indignés ont fait basculer les régions à droite.

En Italie

Après un plan d'austérité de 25 milliards d'euros adopté en 2010, le gouvernement de Silvio Berlusconi porte, en septembre, l'objectif à 54 milliards : gel des salaires des fonctionnaires, baisse du budget de la Santé, de l'aide sociale, hausse de la TVA, relèvement de l'âge de départ à la retraite des femmes, refonte du droit du travail. Aujourd'hui, le Cavaliere est poussé dehors.

En Irlande

Depuis 2008, le pays est déjà passé par trois plans d'austérité visant à économiser 15 milliards d'euros : avec 25 000 postes supprimés dans la fonction publique, une baisse des salaires et retraites dans le public de 5 à 15 %, du salaire minimum de 12 %, des allocations chô-

mage et familiales, un budget de la Santé amputé, les frais d'inscription à l'université en hausse. En février, la majorité politique (centre-droit) a perdu les élections.

En Islande

Son système bancaire en faillite, l'Islande a refusé tout plan de sauvetage, provoquant une crise politique. L'économie a redémarré en 2010 suite à une dévaluation de 50 % de la couronne islandaise.

Au Portugal

Le gouvernement socialiste a annoncé en mars 2010 un vaste plan de rigueur : dans la fonction publique, les salaires sont soit bloqués soit diminués, le montant des pensions gelé, les allocations maladies, chômage et familiales réduites. Les budgets de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté sont amputés. Résultat : la droite gagne les législatives et renforce l'austérité : suppression du 13^e mois dans le public, hausse du temps de travail dans le privé. ■

CHRISTIAN CANIVEZ

LE CAS ALLEMAND

L'Allemagne avait déjà opté pour la rigueur en 2010, avec un plan d'économie de 80 milliards sur quatre ans. Cela se traduit principalement par la suppression de 14 000 postes de fonctionnaires et de 40 000 postes de militaires, des allocations chômage à la baisse, la suppression de l'allocation parentale pour les bénéficiaires des minima sociaux. Objectif prioritaire du gouvernement d'Angela Merkel : n'augmenter ni les impôts, ni la TVA. La chancelière se paie même le luxe d'annoncer cette semaine une baisse des impôts ! Mais la structure de l'économie allemande, qui a comme moteur, outre la consommation, ses exportations, ne permet pas de compenser les pertes menées de part et d'autre du Rhin. ■

L'ESSENTIEL DU PLAN DE RIGUEUR

LA PHRASE

« Une économie qui ne s'en-dette pas, c'est une économie qui ne croit pas en son avenir, qui doute de ses atouts, qui a peur du lendemain. »

Nicolas Sarkozy, mars 2007

EN SAVOIR PLUS

LIRE

« Vingt propositions pour réformer le capitalisme », Gaël Giraud, Cécile Renouard. Flammarion. 9 €. « Manifeste d'économistes atterrés », collectif. Les Liens qui libèrent. 5,50 €.

PAGES RÉALISÉES PAR

CHRISTIAN CANIVEZ, DELPHINE D'HAENENS, ANNE-SOPHIE HACHE

PHOTO AFP

Nous écrire : Endireplus@lavoixdunord.fr